

La réponse humaine à la robotisation de l'économie

Nous voyons souvent l'arrivée des robots ou des intelligences artificielles comme une révolution qui va changer la donne économique et sociale du XXI^e siècle. Toutefois, depuis la création d'outils, jusqu'au jour où nous vivrons (peut-être) aux côtés d'être synthétiques dotés de droits, économiquement, il s'agit d'une augmentation de la productivité du travail grâce au capital

DOSSIER Que cela soit dit : malgré l'inégalitarisme de l'ensemble des systèmes politiques connus dans l'histoire, la hausse de la productivité a profité à l'humanité... du moins prise globalement. La surexploitation des ressources naturelles et des humains cause certes de nombreuses victimes. Mais si nous pouvons en une heure produire beaucoup plus grâce à un outil ou une usine, et demain un robot, c'est plutôt une amélioration de notre liberté et de notre condition. Le problème, c'est que le robot en question n'est pas la propriété de celles et ceux qui travaillent, mais d'autres possédant-e-s.

Le danger, c'est que si aujourd'hui c'est la force de travail non qualifiée qui est à la merci du capital plus productif qu'elle, demain, le capital marchera sur les pieds de beaucoup plus de monde, dans des tâches à plus haut niveau de qualification.

La fin du travail ?

Il est difficile de prédire si l'évolution technologique mènera ou non à la quasi fin du travail. Il est en effet possible que les emplois détruits par l'amélioration technologique soient remplacés par d'autres emplois, différents, souvent plus qualifiés. Mais dans tous les cas, il y aura des victimes : la force de travail expérimentée ou âgée et qui n'a pas les bonnes qualifications. L'intelligence artificielle, l'informatisation et la robotisation auront en tout cas un effet : renforcer massivement les personnes qui en ont la propriété, face aux personnes qui en ont besoin pour pouvoir vendre leur force de travail.

Aujourd'hui, l'essentiel de la production rémunérée vient encore du travail. Comment serait un monde, dans un système capitaliste, si 90 % de ce qui est vendu est fait par des machines ? Cela voudra dire que 90 % des revenus iront à celles et ceux qui possèdent ces machines. Une part infime seulement de ce qui est créé pourra bénéficier au commun des mortels, et la concentration du pouvoir et de la richesse sera à son paroxysme.

Penser aujourd'hui la société de demain

La seule chose vraiment problématique avec l'arrivée des nouvelles technologies, c'est un problème de répartition du capital, ou de la fortune. La réponse politique à donner au phénomène est donc relativement simple : le combat pour une meilleure répartition de la fortune sera demain plus important que notre combat historique pour une bonne répartition des revenus du travail.

Les mesures possibles sont multiples. D'abord, il faut renverser la vapeur et réimposer fortement le capital et la fortune. On peut aussi taxer les robots. Mais en réalité, ce genre de méthodes ne règlera pas le problème à long terme et sera souvent difficile à mettre en place.

Le défi, c'est de rendre à la population le bénéfice du progrès. Le développement des intelligences artificielles ou de robots ultra-performants sera une aubaine pour l'humanité, si chacune et chacun de ses composants en bénéficie de façon égale ou commune. Pour réaliser cet idéal, il y a deux pistes importantes : traiter la propriété

intellectuelle comme un bien commun, ou transférer les outils technologiques au niveau local dans les mains des travailleurs et travailleuses.

Même en restant dans un système capitaliste, il est possible de mettre en place des mécanismes légaux et fiscaux qui permettent ce transfert. En créant des lois obligeant le transfert progressif des moyens de production à la collectivité ou à des associations de travailleuses-eurs, on permet de maintenir un haut niveau de rentabilité pour les investisseuses-eurs, tout en garantissant que dans 30 ans, la population dispose dans ses mains d'une vraie capacité à défendre son niveau de vie.

L'État peut aussi, sans les transférer quasi gratuitement à des entreprises, développer les technologies de demain au travers de ses hautes écoles et de partenariats. Si beaucoup de la richesse future se développe dans des endroits où, déjà aujourd'hui, l'État investit massivement, à juste titre, il est normal que cette productivité profite à toutes et tous.

Samuel Bendahan